

Refusons de payer

leur crise

PCF
Parti communiste français

Depuis 2008 et la crise des subprimes, le capitalisme est en crise.

Après la crise immobilière sont arrivées la crise financière puis la crise économique.

Les gouvernements ont injecté des centaines de milliards d'euros de fonds publics pour stabiliser les bourses puis l'euro. Rien n'a été fait pour relancer l'économie et le pouvoir d'achat des travailleurs !

Au final, seules les institutions financières ont été sauvées. La spéculation est repartie de plus belle comme on le voit pour le malheur du peuple grec aujourd'hui.

Cette crise ne touche pas tout le monde !

Entre 2008 et 2009, le nombre de millionnaires a augmenté de 14 % pour atteindre 11,2 millions à travers le monde dont 400 000 rien qu'en France !

La crise comme justification à une vaste remise en cause des acquis sociaux et démocratiques

Réforme hospitalière (loi Bachelot), Réforme des retraites, réformes dans l'Education, Réforme Territoriale, Révision Générale des Politiques Publiques, Réforme judiciaire,...

Prétextant la crise, le gouvernement de Sarkozy et la "majorité" de droite organisent une remise en cause sans précédents des acquis sociaux et des libertés démocratiques acquises de haute lutte par nos aînés avec le Front Populaire, en 1936, le Comité National de la Résistance, en 1945, et lors de décennies de luttes sociales et politiques.

Cette politique d'austérité et les remises en cause démocratiques qui les accompagnent visent à répondre aux attentes des grands groupes capitalistes pour une rentabilité financière accrue, par l'abaissement des coûts du travail et la mise en concurrence des travailleurs de toute l'Europe.

Ce sont les règles introduites au sein de l'Union européenne par le traité de Maastricht, le traité Constitutionnel Européen et son successeur, le traité de Lisbonne.

Démographie, espérance de vie : vrais chiffres et faux débat



Quels sont donc ce gouvernement et cette droite qui considèrent l'allongement de l'espérance de vie comme une catastrophe ?

A vrai dire, en bon défenseur du capitalisme, le gouvernement fausse le débat pour éviter d'aborder la question du financement partagé des dépenses sociales entre revenu du travail et revenu du capital. Pour cela, il centre le débat sur la seule question du vieillissement de la population.

Pour mémoire, le déficit 2009 de la Sécu (Retraites comprises) est de 20,5 milliards d'euros

Un déficit à comparer aux chiffres suivants :

- En 2009, les charges financières des entreprises (rémunération du capital) ont représenté 305 milliards d'euros tandis que les charges sociales n'ont représenté que 175 milliards d'euros ;
- La compétitivité des salariés français a progressé de 143 % depuis 1993 contre 19 % seulement pour les cotisations sociales ;
- Les allègements de charges sociales pour les entreprises ont représenté 30 milliards d'euros en 2009.

Les propositions des communistes pour financer les retraites et la Sécu

- ✓ **La prise en compte de la pénibilité et des carrières longues ;**
- ✓ **Le maintien de l'âge légal à 60 ans** avec les garanties pour une retraite à taux plein et des 6 derniers mois comme salaire de référence ;
- ✓ **Le retour aux 37,5 annuités pour tous**, y compris les fonctionnaires pour le calcul d'une pension complète avec 75 % du salaire minimum, la revalorisation des basses retraites ;
- ✓ **L'augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications et des créations d'emplois qui permettront le renouvellement générationnel et faciliteront l'équilibre des comptes et caisses ;**
- ✓ **L'intégration des primes**, dans le calcul de la retraite, et leur assujettissement complet aux cotisations ;
- ✓ **La prise en compte des années de formation pour la durée de cotisations ;**
- ✓ **Faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que la cotisation sociale patronale assise sur les salaires** soit 8 % et 24 milliards d'euros par an.
- ✓ **Principe des cotisations sociales.** Celles-ci doivent rester fonction des salaires versés dans chaque entreprise. Mais **le taux des cotisations patronales serait modulé selon le rapport « salaires / valeur ajoutée ».**

☐ Je souhaite être informé des activités du PCF

☐ Je souhaite adhérer :



Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

PCF de l'Eure : 63 rue Saint Thomas - BP 855 - 27 008 Evreux cedex ; Tél. : 02.32.39.46.82

Courriel : pcf27@wanadoo.fr ; Site : www.27.pcf.fr